**ARRÊTÉ**

**portant radiation des cadres pour abandon de poste**

**De M. ou Mme [Nom Prénom]**

**[grade] contractuel**

Le Maire *(ou le Président)* de [collectivité ou établissement public],

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant que M. ou Mme [**Nom, Prénom**] [**grade**] contractuel, a cessé son service de manière totale et prolongée, sans autorisation préalable et sans justificatif d’absence, depuis la date du [**date**],

Considérant que l’intéressé(e) mis en demeure par plu recommandé en date du [**date**] avec accusé de réception notifié le [**date**] de justifier son absence et de reprendre son poste, n’a pas répondu à ladite mise en demeure, bien que celle-ci l’ai informé qu’en cas de refus d’obtempérer, il *(elle)* serait radié(e) des cadres,

Considérant qu’en abandonnant ainsi son service, sans raison valable et légitime, l’agent a rompu de sa propre initiative le lien qui existe avec l’administration territoriale et se place, par son fait, en dehors du champ d’application des lois et règlements édictés en vue de garantir les droits inhérents à son emploi, notamment la procédure disciplinaire,

**ARRÊTE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Article 1** **:**  | M. ou Mme [**Nom, Prénom**] est radié(e) des effectifs à compter du [**date**]. |
| **Article 2** **:**  | Le Secrétaire Général (ou le Directeur Général) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :- Notifié à l'intéressé(e).Ampliation adressée au :- Président du Centre de gestion,- Comptable de la collectivité. |

Fait à [**commune**], le [**date**]

Le Maire *(ou le Président),*

Le Maire (ou le Président),

* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
* informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Notifié le [**date**] Signature de l’agent :